

Comment en êtes-vous arrivé au comptage des manifestants avec le cabinet Occurrence ?

Je suis arrivée là parce que j'ai eu quelques longues années d'irréaliste. J'ai été journaliste politique pendant très longtemps, reporter et j'ai couvert plein de manif. ça m'a toujours frappé cette idée qu'on puisse donner comme information qu'il y a eu tant de manifestations selon les syndicats, tant de manifestations selon la police et puis avec des écarts plus en plus importants. Notre métier c'est de donner les faits, de parler de la réalité; et je comprends qu'on puisse donner les avis des uns, les opinions des autres, mais quand il s'agit de chiffres, c'est-à-dire d'éléments factuels, on ne peut pas se contenter de dire les uns disent ça, les autres disent ça. A cette époque où on parle de faits alternatifs, ça me choque beaucoup plus qu'avant. Maintenant je comprends qu'on ne peut pas journalistiquement laisser ça et donc il faut donner les moyens d'avoir un chiffre. J'ai bien conscience que ça peut être assez artificiel d'avoir un chiffre parce que ce n'est pas un chiffre à la centaine ou au millier près, mais ce qui est important dans les manifestations c'est l'ordre de grandeur. Ce qui m'intéressait c'est pas tellement non plus des manifestations ponctuelles. C'est quand il y a mouvement important qui dure dans la durée et que les manifestations sont toutes les semaines. Et là vous remarquerez que les organisateurs mettent toujours plus qu'avant. Jamais un organisateur n'assume une décade.

J'avais fait un éditorial en disant ça et j'ai eu un appel de cette société Occurrence. J'ai fait faire une petite enquête sur Occurrence et ils étaient clean. J'ai donc regardé avec Assaël Adary, le patron d'Occurrence, comment mettre au point ce système. J'ai ensuite appelé tous les rédacteurs en chefs des radios et des télévisions pour qu'on puisse se mettre à compter et avoir le chiffre de la presse.

Je ne dis pas que c'est le chef de la vérité mais ce qui est intéressant c'est que si la presse donne un chiffre et que dans le groupe de journalistes et de médias qui donnent ce chiffre il y a des journaux de droite et des journaux de gauche, ça validera. On a aucune raison de tricher.

Occurrence nous a proposé de nous organiser en association et que tous les médias payent une petite somme pour financer le comptage. Nous avons mis au point le comptage avec eux. Pour commencer, nous avons fait une simulation avec des manifestations que nous avons couvert sans donner de chiffre. Donc ça nous paraît être le chiffre s'approchant le plus de la réalité; en tous cas c'est le chiffre qui est donné avec le moins de sous entendu partial possible.

On ne compte pas toutes les manifestations. Nous ne comptons que des manifestations assez institutionnelles, organisées par des syndicats et qui partent d'un point A à un point B. Par exemple, on ne compte pas les Gilets Jaunes car ça va dans tous les sens. Nous il nous faut un cortège. On ne peut pas non plus compter des manifestations fixes.

Le but est aussi de voir les écarts réduits entre les chiffres des organisateurs et de la police. On sait que les organisateurs trichent et exagèrent beaucoup. On peut supposer que la police le fasse, mais en fait non. La police ne peut plus le faire. Elle l'a fait certainement avant, maintenant elle ne le fait plus. Pas parce qu'elle est plus vertueuse, mais parce que tricher aujourd'hui ça impliquerait trop de monde et on saurait.

Chaque fois qu'on comptait, on était souvent plus proches de la police. C'est une surprise, une déception pour certains mais c'est comme ça.

Comment avez-vous eu l'idée de faire cet édito ?

C'est parce que c'était à une période où on parlait beaucoup de facks news, des faits alternatifs. Les journalistes d'aujourd'hui ne sont plus ceux qui annoncent les nouvelles, ils sont ceux qui les certifient. Donc à partir du moment où il y a un problème de fiabilité de l'information et à partir du moment où certains s'en servent en disant qu'il y a les faits et les faits alternatifs, notre rôle de journaliste est la certification. Aujourd'hui, on ne dit plus tel est le chiffre de la police et tel est le chiffre des organisateurs. C'était ce que je voulais faire passer comme écho et ça a marché. La presse a maintenant un chiffre, pas officiel bien sûr, mais qui est devenu le chiffre crédible.

Avant ça se passait comment ?

Avant les journalistes qui couvraient les manifs allaient voir les organisateurs qui disaient par exemple "on est 100 000 personnes" et la préfecture qui faisait son communiqué en disant qu'il y avait 25 mille personnes. Le problème c'est que s'il y a des manifestations la semaine d'après portant sur les mêmes thèmes, personne ne veut se déjuger en disant qu'il y a moins de monde.

Avez-vous une idée de comment les organisateurs et la police comptent ?

"Les organisateurs ne veulent jamais montrer comment ils comptent. C'est très opaque, on ne sait pas. C'est très difficile de faire des reportages dessus, ils ne veulent pas; et la police aussi, ils ne veulent pas qu'on regarde. Ils ont montré un peu parce qu'on s'est retrouvés dans les mêmes hôtels quelquefois. Nous on a un peu plus de moyens que la police. Peut-être qu'ils vont perfectionner leur truc à cause de nous.

Vous disiez que vous utilisiez le dispositif d'Occurrence pour compter des manifestations qui vont se répéter. C'est pour voir l'évolution des manifestations?

C'est pas ce qu'on s'est formulé entre nous. Mais je vois qu'à l'expérience, à chaque fois que les manifestations sont prévues, on se demande si on compte celle-là ou non. Mais on ne les compte pas toutes. J'ai remarqué que ce qui intéresse plus mes confrères des journaux c'était effectivement quand il y a avait un mouvement social important, pour l'évolution des choses.

Tous les pays ne comptent pas forcément. Pourquoi le poids du chiffre a autant d'importance en France?

Tous les pays ne manifestent pas comme nous. La manifestation est quelque chose d'important pour nous, ça vient de notre culture politique révolutionnaire. On considère que la démocratie c'est d'abord le vote. Mais le fait de descendre dans les rues, de revendiquer est quelque chose qu'il faut écouter.

Vous dites que le chiffre de la presse n'est pas considéré comme étant le chiffre officiel, mais par contre celui de la police. Pour vous c'est quoi un chiffre officiel ?

Les chiffres officiels sont les chiffres officiels. Les chiffres officiels de la police sont les chiffres officiels de la police et les chiffres des syndicats sont officiels pour les syndicats. Nous, en tant que journaliste, ce qui est officiel ne veut pas dire vrai. Sinon on ne sert à rien. Ce n'est pas parce qu'une autorité dit quelque chose qu'elle est vraie. Notre métier est d'aller vérifier. Ce qui nous intéresse c'est la vérité et les faits. Après, le reste peut avoir les étiquettes officielles ou officieuses. Pour beaucoup de gens d'ailleurs ce qui est officiel est faux. Pour moi la plupart des choses officielles sont vraies. Le chiffre du chômage est vrai, le chiffre de l'inflation est vrai... mais le chiffre des manifestations peut être sujet à caution. Nous, on a notre chiffre. A partir du moment où il n'y pas de transparence, c'est-à-dire que la préfecture ne nous montre pas exactement comment elle compte, on a pas à le prendre pour argent comptant."

Qu'est-ce que vous pensez des réactions qu'il y a eu par rapport à l'arrivée d'Occurrence?

Les médias ont très bien réagi, ils ont suivi. De la droite à la gauche, de la presse écrite à l'orale, et ça c'était très bien. Les organisateurs n'ont pas dit grand chose; ils ont protesté. Nous leur avons dit, vous venez à nos réunions, vous regardez comment on fait et vous nous faites des suggestions. Il y a un type de la France Insoumise qui est spécialiste du calcul des flux qui a fait des tas de calculs en disant ce que vous faites c'est faux. Ils ont fait des suggestions qui à la fin étaient impossibles à faire. Il était en l'occurrence plus insoumis que scientifique. La CGT nous regardait de haut. Mais quand on lui a demandé de venir la voir, elle n'est pas venue.

Il y avait quand même là des volontés de transparence, non?

Oui. On ne peut pas faire plus transparent que ça. Nous avons des réunions qui sont ouvertes. Occurrence invite absolument tout le monde et ils publient tout. Ils demandent de l'aide technique, des conseils. A chaque manifestation, Occurrence faisait évoluer son dispositif. Parce qu'on se disait qu'il y avait des biais et des trucs à revoir. Il y eu même un moment où on a mandaté des médias pour recompter pour préciser parce qu'il y avait un tout petit peu de redressement.

2e moitié :

Vous auriez aimé que les autres acteurs qui comptent, que ce soit la police ou les organisateurs soient aussi transparents qu'Occurrence sur ce plan là ?

En tant que journaliste, on aime quand tout est transparent vous savez, donc oui. Je ne vois pas pourquoi ils ne le sont pas, franchement, qu'est-ce qu'il y a à cacher ?

[inaudible] Comment on en est arrivé là ?

On n'en est arrivé là parce qu'il y a une surenchère depuis quelques années je pense. La police compte normalement... On s'est aperçu qu'on tombe souvent autour des chiffres de la police. D'abord il y a des syndicats dans la police donc si la police devait tricher, les syndicats de la police le sauraient aussi. Et ça a commencé à se savoir, quoi. Avant c'était plus compliqué, plus verrouillé tandis que maintenant c'est plus compliqué de tricher pour eux. Quand même il y a des gens qui comptent... C'est pas les services de renseignement... C'est pas la DGSI ou là rien ne sort. D'ailleurs si c'était la DGSI qui compter ce serait encore plus opaque. (Pause)

Chaque syndicat qui organise une manifestation veut montrer que c'est une réussite donc...comme Ils ont pas les moyens de compter parce qu'ils sont comme ça... Ils ont un peu l'habitude aussi de voir si y'a du monde ou pas. Donc ils y vont dans le chiffre, et s' il y a dix manifestations de suite vous êtes sûrs que ça monte toujours.

Comment vous procédez pour compter avec Occurrence ?

On procède qu'avec des manifestations un peu organisées, autorisées avec le parcours déposé à la préfecture et un minimum encadré par les syndicats ou au service d'ordre. Les manifestations lycéennes, on ne compte pas. Ça va partout, c'est le bordel (rires).

Du coup, comment les médias communiquent-ils sur les manifestations qui ne rentrent pas dans ce cadre là ?

Ils disent très peu de chiffres : il y avait un peu de monde ou pas. Il y a aussi des manifestations qui tournent mal. Les manifestations bien organisées et déposées qui ont tous les critères pour qu'on les compte et puis, c'est arrivé une fois je crois : il y'a eu une baston en dessous donc il y avait de la fumée. Les gens affluaient, quittaient la manifestation... donc on n'a pas donné de chiffres. C'est-à-dire que, on est pas comme les organisateurs ou la police, obligés de donner un chiffre. Nous, si on a une information, on la, si on ne l'a pas, on ne l'a pas. On a pas d'obligation de résultats, aucun enjeu.

Cela fait quand même un moment qu'Occurrence est né, quel est votre lien avec ce cabinet aujourd'hui ?

C'est un lien contractuel, et gratuit évidemment, via l'association dont fait partie Radio France. C'est tout. C'est même plus moi maintenant qui représente Radio France dans les

réunions. Ce ne sont que les directeurs adjoints de la rédaction. Moi, j'ai impulsé le machin et puis je m'y intéresse comme ça. Je peux aller aux réunions mais j'y vais même pas.

Peut-on dire que vous êtes satisfait de ce qui a été fait après votre appel ?

Oui. Je trouve que c'est un cas rare de mutualisation de la source, pour la presse.

Il se peut que la presse face des pools, c'est-à-dire décide, souvent parce qu'on lui impose. Par exemple, trois journalistes peuvent venir à ce voyage parce que, je sais pas moi, le président va quelque part et on ne peut pas prendre tout le monde. Dans ces cas-là on fait un pool. Parmi la presse on prend une caméra, une presse écrite et une radio et ceux qui sont désignés redonnent à tout le monde. C'est un des cas de mutualisation mais c'est un peu institutionnalisé. Mais là, c'est toute la presse qui décide de dire « Bon, pour ce truc là, notre source est technique, elle est compliqué. On va la fabriquer pour ça et on va se mettre ensemble même si on a pas les mêmes opinions ».

En fait, en journalisme il y a une diversité d'opinions mais les faits sont les faits. Un journaliste de Figaro est un journaliste de Libération, mais pas sur le fait. Ils pourront dire « Toi tu n'as pas couvert cet événement » ou « Tu l'as regardé d'un mauvais angle » ou « Tu n'en tires pas les bonnes conclusions ». Mais foncièrement, je pense que ce que couvre les journaux d'opinion, factuellement, c'est vrai. Je leur fais confiance.

Après je n'en tire pas toujours les mêmes conclusions, vous voyez. mais en tant que journaliste, quand on publie quelque chose on est responsable... Les journaux ont un statut d'éditeur alors que les réseaux sociaux ont juste un statut d'hébergeur. Vous allez dire n'importe quoi sur les réseaux sociaux, personne ne vous... Nous si on dit n'importe quoi dans notre journal on peut être condamnés factuellement. [...] Mais moi, si un matin je dis « Emmanuel Macron vous ment, en fait il a 50 ans », je suis viré parce que c'est une connerie. Si je dis « Emmanuel Macron fait n'importe quoi, sa politique est mauvaise » on dira « c'est son opinion ». Mais il faudrait que ça se base sur des faits vrais. C'est pour ça que la diversité et le pluralisme sont importants. Ce n'est pas le pluralisme factuel, c'est le pluralisme des angles. Et c'est-à-dire que souvent un événement on n'en connaît la vérité que quand on regarde un peu tous les journaux. C'est-à-dire que chacun ne regardera pas exactement la même chose. C'est ça qui est intéressant.

Que pensez vous des journaux qui n'ont pas rejoint Occurrence ?

Mais qui ? Qui n'a pas rejoint ?

Tous les journaux ont rejoint ?

Il y a l'association des journaux régionaux, 80 journaux, il y a libération, Lacroix, le monde, le parisien, les Échos. Dans les journaux nationaux, il y a tout le monde. Il n'y a pas les hebdo parce que il ne couvre pas ça et on ne leur a pas demandé. Ils ne sont pas dans l'actualité chaude. Et il y a les télévisions, et les radios.

Quels conseils auriez-vous à donner au ministère de l'intérieur, et aux organisateurs de manifestations ?

Je ne donne aucun conseil au ministère de l'intérieur. Ils font ce qu'ils veulent. Moi, je ne leur demande que le plus de transparence possible, c'est tout.

Et au niveau des méthodes ?

Nous, on a nos méthodes, elles sont très bien. S'ils veulent voir comment on fait, ils peuvent. Ils peuvent copier et tomber sur les mêmes chiffres que nous, et on pourra disparaître : ce sera parfait. Mais je ne peux pas donner de conseils au Ministère de l'intérieur, ni aux organisateurs, c'est leur boulot.

Je suis désolé de voir ces différences, Voilà, c'est tout. Je trouve ça désolant.

Est-ce que vous pensez que c'est lié au fait qu'il n'utilise pas la bonne méthode alors concurrence si ?

Non, c'est une différence liée au fait qu'il s'en foutent de la méthode qu'ils utilisent. Ils veulent donner un gros chiffre pour les organisateurs et longtemps la police voulait donner un petit chiffre. Maintenant, la police, je pense, donne un bon chiffre. Un chiffre qui est le sien. Alors ils n'ont peut-être pas la bonne méthode, je sais pas mais en tout cas ils donnent un chiffre plutôt valable. Et les organisateurs se ridiculisent à vouloir gonfler alors qu'encore une fois, par rapport à n'importe quel autre pays, on fait des manifestations énormes. Une belle manifestation à 20 000 personnes c'est énorme.

[inaudible] C'est quoi le but du comptage ? (?)

Le but c'est de dire qu'un mouvement est réussi même s'il n'est pas réussi, de toujours dire que ça se passe mieux.

Qu'est-ce qu'un mouvement réussi ?

C'est de la mobilisation qui monte. C'est de dire « on va réunir 50 000 personnes, et si il y a que 20 000 personnes, ont dit qu'on a réuni 50 000 personnes ». Et le coup d'après c'est 60 000.

Est-ce que vous avez entendu parler des initiatives Gilets Jaunes sur le comptage ? Ils montrent aussi une volonté d'avoir un chiffre très factuel, qu'en pensez-vous ?

C'est très bien mais je pense qu'on ne peut pas compter de façon sérieuse des manifestations non déclarées et des manifestations spontanées. On peut avoir une idée de leur vitalité, mais on peut pas le compter. Si Ils y arrivent, tant mieux, mais nous en tout cas, on ne compte pas

les gilets jaunes. On est contre les manifestations Gilet Jaune que quand elles sont officiellement déclarées. J'ai un peu de doute quand même.

Est-ce que vous pensez qu'un mouvement peut se compter lui-même ? Ou qu'il faut forcément quelque chose d'indépendant ?

Je pense qu'il pourrait se compter lui-même et qu'il y a sûrement des organisations politiques ou syndicales qui sont assez honnêtes... J'imagine que si un mouvement prenait nos méthodes et les appliquait ...Très bien. Donc oui je pense qu'il pourrait.

On a discuté avec Le nombre jaune, et ils nous ont dit qu'ils ont un doute sur le fait qu'Occurrence soit indépendant parce que le président de occurrences eu des relations avec la présidence. Qu'en pensez-vous ?

Non... Non. Nous on a tout vérifié. Ce qui est mis en avant là c'est le fait qu'à Assaël Adary a fait un tweet de soutien à une députée en marche qu'il connaissait personnellement de ses études. Ce n'était pas un vide politique. Elle s'était fait attaquer de façon très sexiste par un mec d'extrême droite et comme elle était blessée et tout ça, il lui a dit « je te soutiens ». Du coup, il est dit qu'il est macroniste. Mais je ne sais pas ce qu'il est, moi . De toute façon, il est sûrement “quelque chose” et il a le droit de vote. Est-ce que le fait d'être “quelque chose” influe sur sa méthode de comptage ? Bah je sais pas. En tout cas, elle nous a paru comme la meilleure. Elle dit parfois des choses qui plaisent au pouvoir et des choses qui ne plaisent pas au pouvoir. Donc voilà. Le chiffre jaune... Il est jaune. Comme c'est marqué dessus. Le nôtre n'a pas de couleurs.

Jean Luc Mélenchon a critiqué les chiffres de la presse sur twitter et disait qu'on vous payent pour fabriquer ses chiffres. Qu'en dites-vous ?

Sur Mélenchon, qu'il vienne voir comment on fait. Il pense aussi que nos auditeurs à Radio France sont sélectionnés pour participer au téléphone et lui taper dessus... On choisit juste les questions des auditeurs qui ont des choses à lui dire. On lui lit pas les questions des auditeurs qui lui disent « pourquoi vous avez raison d'être aussi beau ». Mais on fait ça pour tout le monde. Il pense qu'on le fait que pour lui. Alors oui on choisit nos auditeurs en fonction des questions intéressantes qu'on aurait pas posé et qui sont un petit peu abrasives, ça c'est vrai. Maintenant, il nous accuse de manipuler le truc...

Non mais Jean-Luc Mélenchon il faut juste qu'il vienne voir comment on compte et qu'il nous fasse des propositions techniques, si il veut. On a aucun intérêt à minimiser ou maximiser les manifestations des ans ou des autres. Et encore une fois, si on avait un intérêt, il serait contradictoire.

Oui alors « combien on était payé ? » C'est plutôt le contraire, c'est nous qui payons.

À moins qu'il veuille dire combien a été payé l'entreprise, ça ils peuvent le trouver facilement. Chaque média paye 2500 € par an. Ça va. Je suis pas sûr du chiffre, 2500... C'est peut-être 2000. Mais bon vous avez l'ordre d'idée.

Merci beaucoup !